



**Allocution de Son Excellence Madame Marjaana SALL  
Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la  
République de Maurice et de la République des Seychelles**

***A l'occasion du 33<sup>e</sup> Conseil des Ministres de la Commission  
de l'océan Indien***

*Mercredi 12 septembre 2018*

*Hôtel Maritim*

**Monsieur le Président de la Commission de l'océan Indien,**

**Messieurs les Ministres et Chefs de délégation,**

**Monsieur le Secrétaire Général de la Commission de l'océan Indien**

**Mesdames et Messieurs les Officiers Permanents de Liaison,**

**Mesdames et Messieurs les Membres du Corps Diplomatique,**

**Distingués Partenaires au Développement,**

**Honorables Invités en vos rangs et qualités respectifs,**

**Mesdames et Messieurs,**

**L'Union européenne a accédé au statut formel d'observateur  
auprès de la COI. Cette décision, qui a été prise lors du dernier  
Conseil Extraordinaire des Ministres en 2017, marque une étape**

importante dans les relations entre l'Union européenne et la Commission de l'océan Indien.

En effet, nous sommes régulièrement appelés à **renforcer le partenariat fort et stratégique** qui existe entre l'Union européenne et la Commission de l'océan Indien depuis plus de trente ans.

Notre coopération se base sur les **valeurs fondamentales** que nous partageons comme la paix et la sécurité dans la région, le respect des droits de l'homme et des principes de démocratie, ainsi que l'engagement en faveur du développement durable.

Nous suivons avec attention la situation politique dans la région. Je salue les efforts faits par la Commission de l'océan Indien, notamment la Présidence et le Secrétariat général, pour rappeler à tous les Etats Membres de la COI **que les principes de bonne gouvernance, le respect de l'état de droit, ainsi que la tenue des élections libres, crédibles et transparentes sont cruciaux pour la stabilité politique**, ainsi que pour le développement économique et social dans la région de l'océan Indien.

Nous sommes convaincus qu'il y a un énorme potentiel de développement et de coopération avec les Etats membres de la

Commission de l'océan Indien. C'est pourquoi l'Union européenne demeure, encore aujourd'hui, **le premier partenaire technique et financier de la COI, et finance une très grande majorité des projets mis en œuvre par le Secrétariat.**

Je souhaite mentionner quelques secteurs où la collaboration entre l'Union européenne et la COI est, selon moi, particulièrement remarquable.

Le premier secteur c'est la **sécurité maritime.**

Je tiens encore une fois à féliciter la COI pour l'excellente organisation de la conférence ministérielle sur la sécurité maritime en avril dernier. Cette conférence a permis un dialogue de haut niveau sur les problématiques qui existent dans la région.

Je suis heureuse d'annoncer qu'un projet pour la sécurité des ports d'un montant de 28 millions d'euros, sera bientôt approuvé. Les Etats Membres de la COI bénéficieront de ce projet à partir de 2019. Le Secrétariat de la COI aura un grand rôle à jouer dans ce projet.

Je voudrais également souligner que nous devons rester vigilants par rapport aux derniers développements concernant la décision des autorités Somaliennes de procéder au

relâchement d'un des pirates malgré une condamnation par la justice. Le rôle du Groupe de Contact, présidé par la COI, reste très important dans la problématique de la piraterie et je voudrais souligner que tous les efforts doivent être déployés pour faire respecter le jugement de la justice et les accords conclus entre les différentes parties concernant le transfert des pirates vers la Somalie. J'ai noté avec satisfaction le communiqué rapide du Groupe de Contact sur cette question.

Un autre secteur où notre collaboration est importante c'est **la lutte contre le changement climatique et la gestion des risques de catastrophes naturelles.**

Nous avons, dans le passé, financé plusieurs projets couvrant ces thématiques et nous avons obtenu un bon nombre de résultats importants.

Je tiens à informer les Etats membres de la COI que l'Union européenne travaille avec le Secrétariat de la COI sur un nouveau projet de 16 millions d'euros pour des actions dans le domaine du changement climatique. La COI bénéficie aussi des fonds Intra ACP de l'UE. Nous attendons des actions rapides de la part du Secrétariat afin de finaliser ces projets dans les meilleurs délais. Ces financements montrent l'engagement de l'UE à aider nos partenaires pour la mise en œuvre de l'accord de Paris.

Un troisième secteur que je souhaite aborder c'est **l'économie bleue**. Je pense que bon nombre d'entre vous connaissent déjà l'engagement de l'UE depuis plusieurs années dans ce secteur. Nous avons collaboré de façon fructueuse avec la COI et les autres organisations régionales pour la mise en œuvre de programmes en faveur du développement durable de la pêche dans la région du sud-ouest de l'océan Indien.

J'ai le plaisir de vous annoncer que je signerai demain avec le Secrétaire Général de la COI un projet de 28 millions d'euros, qui permettra notamment aux Etats membres de la COI de bénéficier d'actions pour promouvoir la pêche durable, notamment pour continuer à lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée.

### **Excellences, Mesdames et Messieurs**

Toutes ces initiatives doivent cadrer avec une vision et une stratégie de la COI. **Je note que le nouveau plan de développement de la COI est à l'agenda du Conseil des Ministres. J'espère qu'il sera validé par ce Conseil des Ministres**

L'Union européenne considère que le nouveau plan de développement est crucial pour donner une **nouvelle impulsion et une nouvelle vision à la COI**. Cette nouvelle vision doit

correspondre aux priorités des Etats membres de la COI, et servir à identifier les secteurs niches où la valeur ajoutée de la COI est déjà bien établie, et peut être renforcée.

J'espère donc que ce nouveau plan de développement répond à ces critères et pourra être finalisé rapidement.

Je peux d'ores et déjà vous annoncer que l'Union européenne met à disposition de la COI **des moyens pour mettre en œuvre son plan de développement**, avec un appui de 5 millions d'euros pour le renforcement de capacités institutionnelles de la COI.

Dans quelques jours, nous signerons un nouveau contrat de 800 000 euros, qui permettra le recrutement de 3 assistants chargés de mission. Ceux-ci seront financés sur base temporaire par l'UE, **l'objectif étant que les Etats Membres prennent progressivement le relais à partir de 2019.**

Par ailleurs, nous mobiliserons avant la fin de cette année, une équipe d'assistance technique externe pour aider la COI à mettre en œuvre son plan de développement stratégique et à se préparer à l'accord de contribution avec l'UE.

**Excellences, Mesdames et Messieurs**

L'appui de l'Union européenne ne peut en aucun cas se substituer à l'apport financier des Etats membres de la COI.

La COI est avant tout une organisation pour ses Etats membres. Cette appropriation doit, selon nous, se faire à tous les niveaux, qu'il soit politique, technique ou financier. **Je fais donc, encore une fois, un appel aux Etats Membres de la COI pour appuyer financièrement votre organisation régionale de façon plus conséquente.**

### **Excellences, Mesdames et Messieurs**

L'année 2018 marque un tournant dans les discussions sur l'architecture des relations entre l'Union européenne et les pays ACP après la fin de l'accord de Cotonou en 2020.

Le but est de conclure, avec les pays partenaires ACP, un accord-cadre et des partenariats régionaux sur mesure avec l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique, de manière à saisir les possibilités et à relever les défis qui concernent chaque région de manière spécifique. Les négociations formelles devraient démarrer incessamment.

Je note que la COI a pris position pour défendre les spécificités des Etats Insulaires en Développement dans l'architecture d'un prochain accord ACP-UE et tente de rallier plusieurs états

insulaire à sa cause. **Je vous encourage à continuer dans cette voie.**

### **Excellences, Mesdames et Messieurs**

Avant de terminer, **je tiens à remercier la Présidence mauricienne, notamment l'honorable Lutchmeenaraidoo pour le travail accompli au cours de ces 18 mois pour renforcer le Secrétariat et ses relations avec ses partenaires.**

Je remercie le Secrétariat de la COI pour la collaboration étroite et fructueuse que nous avons sur des thématiques d'intérêt commun.

Et je voudrais, d'ores et déjà assurer la future Présidence qui sera seychelloise, de l'appui constant de l'Union européenne pour le bien des citoyens de la région.

Je vous remercie pour votre attention.